



Bulletin de la gare Part-Dieu

Lyon le 03 février 2025

À la « fronde des patrons », Opposons l'union de nos colères !

Bernard Arnault, PDG du groupe de luxe LVMH, l'homme le plus riche de France et l'un des plus riches de la planète, a sans vergogne mis en scène ses pleurnicheries : milliardaire écrasé par l'impôt, il n'aurait d'autre choix que de délocaliser le « made in France ». Tous les PDG du CAC 40 lui ont aussitôt emboîté le pas pour dénoncer les taxes et les « contraintes ». Leur modèle est outre-Atlantique, où souffle selon eux « un vent d'optimisme », sous l'égide du gouvernement d'extrême droite Trump-Musk, puisque les vannes de l'argent public sont grandes ouvertes... pour arroser les capitalistes.

Bayrou et Bardella, serviteurs des patrons

En France comme aux États-Unis, s'ils veulent tailler dans le vif les dépenses publiques, c'est pour permettre à ces ultra-riches de rafler toujours plus la mise. Moins de services publics, de budgets sociaux, si insuffisants soient-ils : tout pour eux. Plus question de normes sanitaires ou environnementales : ils s'arrogent le droit de continuer à nous empoisonner à coups de polluants éternels et de détruire la planète.

Bayrou s'efforce de démontrer qu'il est le meilleur serviteur des classes possédantes. Quitte à utiliser à nouveau le 49.3 pour imposer son budget qui coupe toutes les dépenses sociales, de santé, d'éducation, de retraite, et continuer à transférer des milliards aux patrons et aux gros actionnaires. Se plaçant sur le même terrain, Bardella s'est livré à une vibrante défense des « capitaines d'industrie français », « écrasés sous une fiscalité étouffante », lors de son meeting du 1^{er} février. Une manière de se positionner en futur chef de gouvernement auprès des milieux d'affaires. Après Trump-Musk aux États-Unis, un gouvernement Bardella-Arnault en France ? Un gouvernement au service des patrons, déclarant une guerre totale au monde du travail.

Les capitalistes sont les seuls fauteurs de chômage et de misère

Le ministère du Travail a annoncé l'augmentation brutale du chômage en France : 3,5 % de plus en 2024. Au total, plus de 6,2 millions de personnes sont en manque d'emploi dans le pays, toutes catégories de chômeurs confondues. Pas étonnant vu la liste de plans de licenciement, de fermetures d'entreprises qui s'allonge tous les jours. Près

de 300 000 emplois sont actuellement menacés ou supprimés. Mais, dans le même temps, les grands groupes du CAC 40 qui sont les responsables de ces licenciements, les Carrefour, Auchan, Stellantis, Michelin, TotalEnergies et bien d'autres, dépassent leurs records : près de 100 milliards d'euros ont été versés à leurs actionnaires en 2024.

Alors que les conditions pour toucher des allocations de chômage sont toujours plus restrictives, ces licenciements condamnent bien des familles à la misère. Pour les plus grands profits de ces exploiters, les travailleurs et travailleuses privés d'emploi peuvent maintenant se voir imposer 15 heures de travail gratuit par mois.

Face au pôle des milliardaires, il faut un pôle des salariés en lutte

Non contents de ruiner des vies et d'être les seuls responsables de la crise sociale actuelle, ils sèment la haine et la division parmi les plus exploités, pour mieux masquer leurs responsabilités.

Qu'il s'agisse du gouvernement, avec ses déclarations sur la « submersion migratoire », ou de l'internationale de l'extrême droite dont Musk est à la tête, ils ont un même but : faire monter le racisme pour nous détourner du chemin des luttes sociales. Ces luttes, elles existent pourtant, mais en ordre dispersé. Des luttes pour les salaires, à l'occasion des négociations annuelles obligatoires (NAO), parce que nous voulons vivre, et pas seulement survivre. Des luttes contre les licenciements, comme à Michelin à Cholet, ou dans d'autres entreprises menacées. C'est bien là que se situe le pôle qui seul serait capable de s'opposer au pôle des milliardaires.

Meilleurs vœux !

La direction de l'EIC RA annonce viser une trentaine d'embauches pour 2025. Un objectif largement insuffisant – inférieur à celui de l'année dernière – qui ne permettra pas de régler le sous-effectif, ni même de permettre à l'ensemble des collègues voulant changer de poste de pouvoir le faire.

Le manque de personnel, ce n'est pas le DET qui en souffre. Ce n'est pas lui dont les commandes vont s'alourdir, dont les journées de travail vont être de plus en plus fatigantes ou les congés vont être refusés. Mais au moins le message est clair : pour améliorer notre quotidien, on ne pourra compter que sur nos luttes !

Des embauches, et vite !

Une partie des TA de Lyon-Perrache s'est spontanément mise en grève jeudi dernier. Ils revendiquent des embauches pour faire face au sous-effectif dont ils souffrent depuis des mois. Tous les services de la SNCF peuvent s'identifier à cette problématique. De quoi nous inciter à réclamer tous ensemble les embauches nécessaires pour faire correctement notre travail sans nous tuer à la tâche !

Notations ou négociations individuelles : tous perdants !

Que l'on négocie notre salaire lors de l'EIA en tant que contractuel, ou alors qu'on espère gagner des positions en tant que statutaire lors des notations : à la fin, c'est toujours la direction qui gagne ! Dans les deux cas, elle cherche à individualiser la question de notre salaire, pour essayer de nous diviser au sein de nos équipes de travail.

Pour de réelles augmentations de salaire, pour toutes et tous, la lutte collective sera plus payante que ces parcours individuels !

Vive la grève chez Captrain !

Depuis le 20 janvier, nos collègues de Captrain sont en grève pour des augmentations de salaires. Les fins de mois difficiles, on connaît tous ! C'est pourquoi leur combat ne peut que susciter notre solidarité...

Et l'envie d'y aller aussi ? Sous-effectifs, bas-salaires : les entreprises du ferroviaires se font concurrence en nous exploitant toujours plus et en comptant sur nos divisions. Il ne tient qu'à nous de les faire reculer en leur imposant notre unité, dans la lutte !

Le Sénat contre la biodiversité

Plus des trois quarts des insectes ont disparu depuis les années 1970 en Occident. Mais au motif d'aider les agriculteurs, le Sénat a voté la réintroduction des néonicotinoïdes, des insecticides tueurs d'abeilles (entre autres), interdits depuis 2018.

Détourner la colère et le désespoir de nombre d'agriculteurs contre les normes environnementales protège les véritables responsables de leurs problèmes : les trusts des engrais, des machines agricoles, la grande distribution et les banques qui les étranglent. Et tant pis si la disparition des insectes revient en boomerang menacer les oiseaux, la fécondation des plantes... et toute l'humanité !

Les Serbes se révoltent

Alors que le premier ministre vient de démissionner, la contestation continue en Serbie. Des dizaines de milliers de manifestants ont défilé à Novi Sad, dont plusieurs centaines d'étudiants venus à pied de la capitale Belgrade. Il y a 3 mois, 13 personnes sont mortes dans l'effondrement d'un auvent de la gare de Novi Sad. L'immense majorité des Serbes voit dans cette catastrophe le fruit de la corruption généralisée. Elle pourrait faire tomber tout le gouvernement.

Révolutionnaires, un journal par et pour les travailleurs !

Achète le n°25 de notre journal pour 2€ auprès de nos diffuseurs.



Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !

Une info à nous transmettre, une remarque : écris-nous à lyonrhone@npa-revolutionnaires.org